

Bilan de session parlementaire de Stéphane Bergeron:

## **UNE CRISE QUI A FAIT APPARAÎTRE DE NOMBREUSES URGENCES...**

CIRCONSCRIPTION DE MONTARVILLE, le 17 décembre 2020 – À l’instar du chef du Bloc Québécois, M. Yves-François Blanchet, le député de Montarville, M. Stéphane Bergeron, a dressé le bilan d’une session parlementaire marquée par la pandémie et au cours de laquelle Justin Trudeau s’est isolé, contre le Québec, particulièrement en matière de santé et de langue française.

«2020 a été une année difficile. Il faudra s’accrocher encore un moment pour traverser la deuxième vague. Notre personnel soignant fait un travail extraordinaire et mériterait que Justin Trudeau participe à leur effort. Sa seule responsabilité est d’assumer sa part des coûts. Les premiers ministres du Québec et de toutes les provinces, l’Assemblée nationale de façon unanime et la Chambre des communes exigent une hausse des transferts en santé durant cette crise sanitaire. Justin Trudeau est seul à s’entêter à ne pas venir en aide au réseau de la santé. Même chose en matière de langue française: tous les premiers ministres de l’histoire du Québec, l’Assemblée nationale et les syndicats lui demandent de faire appliquer la Charte de la langue française aux entreprises de compétence fédérale. Là aussi, il est seul à s’entêter à ne pas agir pour notre langue nationale. Le bilan de Justin Trudeau, c’est son opposition au Québec pour imposer un Canada centralisateur qui nie la différence québécoise. Heureusement, le Bloc Québécois s’est fait le porteur de la volonté des Québécois», a déclaré M. Blanchet.

### **L’urgence d’augmenter les transferts fédéraux en santé**

Le Bloc Québécois a fait adhérer la Chambre des communes au vaste consensus en faveur d’une hausse immédiate, durable et sans condition des transferts en santé, comme l’exigent les premiers ministres du Québec et des provinces. Seul le Parti libéral du Canada fait obstruction. Justin Trudeau devra céder ou en payer le prix. «Justin Trudeau a osé dire qu’il n’était pas opportun, en pleine pandémie, de discuter des transferts en santé. Y a-t-il un moment plus approprié pour constater que le système de santé craque de partout puisqu’il est confronté à un important manque de ressources, ce qui n’aide en rien pour faire face à une crise de cette ampleur! Cela devrait donner lieu, au contraire, à une réaction énergique pour opérer un important redressement», soutient le député de Montarville.

### **L’urgence de protéger le français**

«Les derniers mois nous ont permis de constater le peu d’importance que plusieurs accordent au français à Ottawa, particulièrement chez certains députés libéraux et du côté de la diplomatie canadienne. Cela dit, fait plutôt rarissime, toutes les formations politiques, à Ottawa, s’entendent sur le fait que le français est en déclin, même au Québec et plus particulièrement à Montréal. Il s’agit d’une occasion à saisir pour relayer ces revendications du Québec, à l’effet d’appliquer la Loi 101 aux entreprises de juridiction fédérale et de rendre la connaissance suffisante du français obligatoire pour l’obtention de la citoyenneté au Québec. Le gouvernement Trudeau sera-t-il à la hauteur des attentes? C’est ce que nous verrons...», de déclarer M. Bergeron.

### **L’urgence de mieux soutenir nos aînés**

«Le Bloc Québécois, a-t-il ajouté, s’est aussi porté à la défense des aînés, ce qui leur aura permis d’obtenir un premier supplément par rapport aux sommes qui leur sont normalement versées par le gouvernement fédéral, mais qui représente un montant dérisoire, considérant le fait qu’ils auront été les plus durement touchés, à maints égards, par les effets de la pandémie. Ce soutien doit être bonifié et pérennisé, et ce, pour l’ensemble des aînés à compter de 65 ans!»

### **L’urgence de protéger la liberté d’expression et les valeurs québécoises**

Alors que la Loi 21 sur la laïcité de l’État fait l’objet d’une contestation devant les tribunaux grâce, entre autres, au financement fédéral, le Bloc Québécois a fermement mis en lumière les louvoiements de Justin Trudeau, qui refusait de condamner les attentats islamistes survenus en France, allant même jusqu’à évoquer des limites à la liberté d’expression, quitte à créer une crise diplomatique avec la France.

### **L'urgence de mettre un terme à la corruption**

En cette pandémie de COVID-19, alors que les PME, les organismes, les aînées et aînés crient «à l'aide», voilà que le parti libéral du Canada et le parti conservateur du Canada, qui engrangent des millions en prévision de la prochaine élection, ont demandé à se prévaloir de la Subvention salariale d'urgence du Canada, qui avait été conçue pour éviter des mises à pied et des faillites d'entreprises. Heureusement, grâce à l'opiniâtreté du Bloc Québécois, ces partis ont finalement décidé de faire marche arrière et c'est très bien ainsi, puisque c'était tout simplement indécent...

«Le fait est que les libéraux se comportent, avec les fonds publics, comme s'il s'agissait de leur petite monnaie, comme on a pu le voir avec le sandale "*WE Charity*" ou l'octroi d'autres lucratifs contrats publics à des proches. Ils se comportent de même avec l'appareil public, y multipliant les nominations partisans, comme dans le cas des juges, par exemple», déplore Stéphane Bergeron.

### **L'urgence de protéger notre environnement**

Le Bloc Québécois a dénoncé le fait que les libéraux aient profité de la pandémie pour autoriser des forages pétroliers sans évaluation environnementale au large de Terre-Neuve, de même que leur soutien débridé à l'industrie des énergies fossiles, et réclamé qu'Ottawa se fixe des cibles contraignantes de réduction des gaz à effet de serre.

De son côté, le député de Montarville a poursuivi ses démarches visant à faire en sorte que l'ancien champ de tir de la Défense au mont Saint-Bruno soit transféré à un organisme relevant du Québec – comme la SÉPAQ – ou encore à un organisme régional ou municipal compétent, afin d'être protégé du développement immobilier, et que l'accès soit redonné aux citoyennes et citoyens pour une utilisation récréative dans le respect des espaces réservés pour la préservation des espèces protégées. Il s'est aussi joint aux efforts de ses collègues de la région pour protéger ce joyau de notre patrimoine naturel qu'est la rivière Richelieu.

### **L'urgence d'appuyer nos entreprises**

Le Bloc Québécois a maintes fois eu gain de cause lorsqu'est venu le temps de soutenir nos entreprises, que ce soit avec la mise en place de la subvention salariale ou de l'aide au loyer commercial. C'est ainsi qu'en n'ayant cessé de talonner le gouvernement Trudeau pour qu'il intervienne en faveur des entreprises lourdement frappées par la pandémie, que le Bloc Québécois est parvenu à faire en sorte que de nouvelles initiatives en ce sens soient intégrées dans la mise à jour économique fédérale de novembre.

### **L'urgence de rendre justice aux voyageurs lésés**

La pandémie a donné lieu à l'annulation de milliers de vols d'avions, laissant en plan d'innombrables voyageurs lésés. Contrairement à ce qu'elles font volontiers pour leurs voyageurs étrangers, les compagnies aériennes canadiennes, qui liquidaient de nombreuses liaisons régionales, ont d'abord refusé de rembourser leurs clients d'ici, leur offrant simplement des crédits-voyage avec une date de péremption. Grâce à l'insistance du Bloc Québécois, le gouvernement fédéral s'est finalement engagé à n'aider les transporteurs aériens que s'ils remboursent leurs clients et assurent un certain nombre de dessertes régionales.

### **L'urgence de protéger la gestion de l'offre**

«Chaque fois que le gouvernement libéral a eu, lors de négociations d'accords commerciaux, à mettre quelque chose dans la balance pour protéger l'industrie de l'auto en Ontario ou le bœuf de l'Ouest, c'est la gestion de l'offre qui a écopé. Il s'agit pourtant d'une formule qui, sans la moindre contribution gouvernementale, permet aux consommatrices et consommateurs d'avoir accès à des produits de qualité et à nos producteurs d'œufs, de volaille et de lait, qui assurent près de la moitié de toute la production canadienne, de toucher un revenu décent. Il faut donc s'assurer que la gestion de l'offre ne puisse de nouveau servir de monnaie d'échange pour le Canada et que nos producteurs lésés reçoivent enfin les compensations promises par le gouvernement fédéral», insiste le député de Montarville.

«Le Bloc Québécois continuera de se battre bec et ongles pour défendre les intérêts des Québécoises et Québécois, ce qu'il est le seul à pouvoir et à vouloir réellement faire. Ce fut une année difficile durant laquelle le ciel semblait constamment être sur le point de nous tomber sur la tête, mais gageons que les nuages se dissiperont et que le ciel apparaîtra prochainement plus bleu...», de conclure Stéphane Bergeron.

-30-

**Source:** Pascale Guilbault, agente de communications  
Bureau du député Stéphane Bergeron  
@ [pascale.guilbault.349@parl.gc.ca](mailto:pascale.guilbault.349@parl.gc.ca)  
☎ 450 922-BLOC (2562)